Un jeu très dangereux.

Il y a quelque temps, je vous ai invités à réfléchir à la personnalité et à l’activité de M. Benjamin Stora choisi par Emmanuel Macron pour « *favoriser la réconciliation entre les peuples français et algérien ».* Dont on ignorait d’ailleurs qu’ils fussent si fâchés. Considérons aujourd’hui ce que pourraient être les conséquences d’une « *réconciliation* », qui serait en fait un nouvel abaissement expiatoire de la France devant les actuels maîtres de l’Algérie.

D’abord, elle se situerait en pleine crise identitaire française. On s’en prend actuellement, tous les jours, aux signes visibles de notre Histoire et d’aucuns militent pour leur mise au placard. Je suis d’accord avec Finkelkraut et Onfray pour dire que ce genre de processus pénitentiel, issu de la haine de soi, n’aura plus de fin, une fois engagé. Une « *réconciliation*» bâclée, consistant à se prosterner une nouvelle fois\*devant les revendications schizophréniques du FLN, ajouterait à la crise française et pourrait la porter au paroxysme.

Macron et Stora jouent avec des données très enflammables. Les convictions européistes du Président sont connues : il croit à cette Europe née des rêves de Jean Monnet et reposant sur l’effacement des états-nations. Je ne pense pas qu’il comprenne en profondeur ce qu’est une Nation. Voit-il ce qu’une démarche expiatoire imposée par Alger aurait de catastrophique ?

En choisissant Stora pour cette mission, il est à craindre qu’il ait déjà engagé une évolution sans retour. Stora est un anticolonialiste patenté. Le choisir c’est annoncer la suite car, J.Sevillia n’a pas tort de lui imputer une vision partiale de la Guerre d’Algérie.

Essayons d’imaginer ce que pourrait être les suites d’une démarche pénitentielle en direction d’Alger. Beaucoup de nos concitoyens ont du mal à l’imaginer. Nombre d’entre eux voient en tout cela un fatras de vieilleries dont il serait bon de faire table rase. Erreur ! Et pour plusieurs raisons. Les conséquences s’empileraient sans limites.

1°) La France se placerait dans une position de débitrice envers l’Algérie.\*\*

2°) Il serait toujours plus difficile de réguler l’immigration algérienne. Le gouvernement français renoncerait peut-être même à le faire, à titre de compensation pour les dommages passés.

3°) Un flot ininterrompu de requêtes d’indemnisation se déverserait, pour les essais nucléaires, pour les victimes des opérations de l’Armée et sur tout sujet.

4°) En reconnaissant une «*culpabilité*» française, le gouvernement français consacrerait une vision historique erronée, biaisée. Ceci conforterait le sentiment antifrançais dans les banlieues sensibles. Les courants djihadistes en seraient stimulés.

5°) La lutte contre le terrorisme et le travail de la police seraient affaiblis. Notre Armée, la seule digne de ce nom en Europe, serait affublée d’un passé en partie imaginaire et chargée de 1000 entraves destinées à empêcher le retour «  *des jours sombres* ».

6°) Une capitulation devant les revendications du FLN porterait un rude coup à la discipline historique. Une inversion de l’Histoire et l’instrumentalisation de cette discipline à des fins de basse politique mèneraient au chaos intellectuel et moral.

7°) L’âme de la France, notre héritage spirituel, le rôle unique de notre pays dans l’Histoire, la Lumière qu’il apporte au monde seraient ébranlés, voire compromis.

8°) La France est la clef de voûte de l’Europe. Notre abaissement serait celui du continent tout entier.

Notes :

\*Une nouvelle fois, car, il y eut le précédent des Accords d’Evian, capitulation de type munichois devant le terrorisme, mais dissimulée sous un dispositif de type Potemkine, de principes et de garanties inapplicables et inappliqués.

\*\*A son arrivée au pouvoir, il y a 39 ans, F.Mitterand décida, de son propre chef et sans requête de la partie bénéficiaire, d ‘augmenter le prix payé pour le pétrole algérien.

.